



COMMUNIQUE DE PRESSE

DU SYNDICAT CGT-ASF

Les salariés des Autoroutes du Sud de la France, soutenus par l'organisation syndicale CGT, seront en grève les 31 juillet 1^{er} et 2 août 2015, pour défendre l'emploi en général, leurs postes de travail, leur avenir et le service dû aux usagers ainsi que la sécurité de tous sur nos réseaux.

Contrairement à ce que prétend VINCI-Autoroutes, depuis sa privatisation en 2006, ASF, ancienne SEMCA (Société d'Economie Mixte Concessionnaire d'Autoroutes), subit des coupes drastiques de moyens humains et matériels qui l'empêche désormais de remplir pleinement sa mission de service public.

Pourtant, les résultats annuels d'ASF sont plus que florissants, même par temps de crise, pour preuves, depuis 2006, le groupe ASF (ASF et sa filiale ESCOTA) ce sont :

- Un chiffre d'affaires en constante hausse avec une croissance de 23% porté de :

2,81 Milliards d'€ en 2007, à 3,5 Milliards d'€ en 2014.

- **Un cumul des bénéfices nets** depuis 2006 de :

6 Milliards d'€ en 9 ans de concession dont 785 Millions d'€ en 2014

6 Milliards de bénéfices reversés dans leur quasi-totalité en dividendes à l'unique actionnaire : **VINCI**

- La société ASF, bénéficie maintenant de nouvelles subventions d'état depuis 2014 de :

11 Millions d'€ au titre du CICE (Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi)

- Malgré cela, VINCI-Autoroutes interdit les recrutements externes. En effet, depuis 2006 ASF ne remplace plus ses salariés qui partent en retraites, qui démissionnent, qui sont licenciés, ou encore qui partent sous couvert d'une procédure de rupture conventionnelle ...
- Pour preuve de l'hypocrisie et du cynisme de VINCI-Autoroutes, ses dirigeants osent prétendre que :

« Chez ASF il existe un pacte social qui dit : « pas de licenciement ni mutation forcée ».

- Alors que sur ASF seule, depuis 2006, **1200 emplois en CDI ont été détruits** de la manière suivante :

- ❖ **377 licenciements disciplinaires ou pour motifs personnels,**
- ❖ **242 démissions**
- ❖ **231 ruptures conventionnelles**
- ❖ **839 retraites et décès**
- ❖ **Contre seulement 484 embauches ou mutations internes au groupe VINCI en 9 ans.**

- Sur l'ensemble du groupe ASF, CDD et CDI confondus :

Nous étions en 2006 : **7313 salariés,**
Nous ne sommes plus en fin 2014 que : **5440 salariés,**
Ce qui représente une perte sèche de : **1873 emplois** (Soit, moins 25% des effectifs)

Dans sa recherche de profits rapides pour ses actionnaires, le staff dirigeant du groupe VINCI avance sournoisement en utilisant cette stratégie antisociale et brutale qui dans les faits n'est autre **qu'un « PSE » déguisé. Plan de Sauvegarde de l'Emploi** qui ne peut être juridiquement justifié tant les résultats d'ASF sont florissants, dans un secteur dépourvu de réelle concurrence qui justifierait le prétendu besoin de défendre la compétitivité..

Cette politique ultralibérale engendre des conditions de travail, et de sécurité, dégradées pour les salariés ainsi qu'elle génère des difficultés pour les usagers qui se retrouvent très souvent devant des **peages désertés**.

Elle remet aussi très concrètement en cause la sécurité de tous sur le réseau autoroutier où le service public devient variable accessoire.

Les réorganisations des services successives dont celles de la filière péage puis de la viabilité, engendrent :

- **Le mal-être et le stress,**
- **Des craintes pour l'avenir,**
- **Des conditions de travail dégradées,**
- **Voire même parfois des burn-out.**

Avec ces réorganisations, le groupe VINCI a pour **but de vider les péages** de toute présence humaine au **mépris du service aux usagers**, mais elle souhaite également réformer les pratiques de maintenances, de surveillances et d'interventions sur les matériels et les infrastructures de notre entreprise ASF.

C'est ainsi que tous les pans professionnels de notre entreprise, jusqu'aux services administratifs, sont désormais concernés par la vindicte patronale.

Pour cela, le groupe incite insidieusement le management à utiliser des méthodes répressives sans précédents afin **d'installer un climat de défiance, de suspicion et d'inquiétude chez les salariés**. Ceci facilite évidemment le passage en force des remaniements des services et des organisations du travail.

Ces baisses d'effectifs conséquentes ont nécessairement d'autres effets néfastes tels les obligations qu'imposent nos dirigeants aux salariés :

- Interdiction d'embauches extérieures,
- Arrêt d'embauches d'étudiants en CDD de surcroûts d'activités ou de saisons,
- Réduction importante des périodes de congés estivaux,
- Diversifications d'activités pour tous, donc pertes de repères professionnels et polyvalences extrêmes.

A un moment où **les chiffres du chômage explosent, où les effets de la crise économique perdurent, où les résultats d'ASF continuent à croître malgré tout, VINCI** continue à détruire l'emploi, à maintenir les salaires à un niveau bas pour ses salariés alors que, dans le même temps, le PDG d'ASF :

Pierre Coppey voit sa rémunération augmentée en 2014 de 22,4% par rapport à 2013 et de 54% depuis 2010, passant de 545 000€ à 839 862€ entre 2010 et 2014, sans compter toutes les stock-options et actions gratuites qu'il a perçues sur la même période.

Cette attitude est particulièrement choquante quand on subit le mépris de VINCI, des mandataires sociaux et de la direction générale d'ASF à l'égard des salariés qui font pourtant la richesse de l'entreprise. Choquante également par l'absence de citoyenneté d'une entreprise qui, au-delà de sa politique de destruction d'emplois, bénéficie parallèlement de plus de 11 Millions d'€ de CICE en 2014 et 2015.

Il est choquant qu'une entreprise comme ASF, qui fait annuellement des bénéfices colossaux et qui n'a aucune réelle concurrence dans son domaine d'activités, puisse bénéficier du CICE alors qu'elle n'a aucun besoin de développer sa compétitivité. Comme il est paradoxal qu'elle bénéficie du CICE alors même qu'elle détruit l'emploi, qu'elle licencie et renvoie ses propres responsabilités à la charge de Pôle Emploi, c'est-à-dire à la charge de tous les citoyens Français.

Dans le contexte de crise que traverse notre pays et compte tenu des excellents résultats d'ASF, le syndicat CGT demandent instamment à la direction générale qu'elle adopte une attitude citoyenne en créant des emplois. Cela soulagerait les conditions de travail de ses salariés et restituerait une qualité de service et de sécurité digne de ce nom aux usagers.

Au-delà de ces constats, nous tenons à dénoncer la multiplication des sanctions disciplinaires, l'abus des ruptures conventionnelles (au final financées par la collectivité), les licenciements abusifs ayant également pour conséquence le non remplacement de ces salariés.

Nous interpellons les médias, les politiques, nos gouvernants : comment accepter qu'une société comme VINCI-Autoroutes dégageant des bénéfices aux chiffres indécents puisse, sous couvert de « ruptures conventionnelles » ou autres licenciements, alléger ses effectifs en envoyant ses salariés pointer à Pôle Emploi ?

Une nouvelle fois, des actes aussi irresponsables impactent la collectivité toute entière, il n'est plus acceptable que de tels abus perdurent et nous nous devons de dénoncer ces faits.

Les salariés ASF grévistes revendiquent le respect de leurs droits dans le travail, le respect de leurs conditions de travail, de leurs acquis, le respect de leur santé, de leur vie de famille ainsi que le respect des usagers, auxquels ils ne peuvent plus donner satisfaction correctement dans ce contexte professionnel décadent.

Les salariés ASF refusent d'être les complices du système pervers mis en place par le groupe VINCI et s'engagent en citoyens responsables.

Nous revendiquons une meilleure utilisation des 11 Millions d'€ de CICE qui doivent désormais servir à recruter à l'extérieur de l'entreprise pour rétablir les effectifs nécessaires, pour un service public et une sécurité de haut niveau.

C'est de cela aussi dont on doit parler au travers du slogan VINCI bien connu :

« Les vraies réussites sont celles que l'on partage »